

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation

LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation

ISSN: 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé



N°6, Décembre 2023

École Normale Supérieure
Université Marien Ngouabi

LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation
Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)
École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)

ISSN : 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé

Contact

www.lakisa.larsced.cg

E-mail :	revue.lakisa@larsced.cg	Tél :	(+242) 06 639 78 24
	revue.lakisa@umng.cg		

BP : 237, Brazzaville-Congo

Directeur de publication

MALONGA MOUNGABIO Fernand Alfred, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien NGOUABI (Congo)

Rédacteur en chef

BAYETTE Jean Bruno, Maître de Conférences (Sociologie de l'Education), Université Marien NGOUABI (Congo)

Comité de rédaction

ALLEMBE Rodrigue Lezin, Maître-Assistant (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

EKONDI Fulbert, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

KIMBOUALA NKAYA, Maître de Conférences (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

KOUYIMOUSOU Virginie, Maître-Assistant (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUYINDOULA BANGANA YIYA Chris Poppel, Maître-Assistant (Didactique des disciplines), Université Marien Ngouabi (Congo)

MOUSSAVOU Guy, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

OKOUA Béatrice Perpétue, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité scientifique et de lecture

ALEM Jaouad, Professeur-agrégé (Mesure et évaluation en éducation), Université Laurentienne (Canada)

ATTIKLEME Kossivi, Professeur Titulaire (Didactique de l'Education Physique et Sportive), Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

DUPEYRON Jean-François, Maître de conférences HDR émérite (philosophie de l'éducation), université de Bordeaux Montaigne (France)

EWAMELA Aristide, Maître de Conférences (Didactique des Activités Physiques et Sportives), Université Marien NGOUABI (Congo)

HANADI Chatila, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique de Sciences), Université Libanaise (Liban)

HETIER Renaud, Professeur (Sciences de l'éducation), UCO Angers (France)

KPAZAI Georges, Professeur Titulaire (Didactiques de la construction des connaissances et du Développement des compétences), Université Laurentienne, Sudbury (Canada)

LAMARRE Jean-Marc, Maître de conférences honoraire (philosophie de l'éducation), Université de Nantes, Centre de Recherche en Education de Nantes (France)

LOMPO DOUGOUDIA Joseph, Maître de Conférence (Sciences de l'Education), Ecole Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

LOUMOUAMOU Aubin Nestor, Professeur Titulaire (Didactique des disciplines, Chimie organique), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUSSAKOUMOUNOU Alain Fernand Raoul, Maître de Conférences (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

MANDOUMOU Paulin, Maître de conférences (Didactique des APS), Université Marien NGOUABI (Congo)

MASSOUMOU Omer, Professeur Titulaire (Littérature française et Langue française), Université Marien Ngouabi (Congo)

MOPONDI BENDEKO MBUMBU Alexandre David, Professeur Ordinaire (Didactique des mathématiques), Université Pédagogique Nationale (République Démocratique du Congo)

NAWAL ABOU Raad, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique des Mathématiques), Faculté de Pédagogie- Université Libanaise (Liban)

NDONGO IBARA Yvon Pierre, Professeur Titulaire (Linguistique et langue anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur Titulaire (Grammaire et Linguistique du Français),
Université Marien Ngouabi (Congo)

ODJOLA Régina Véronique, Maître de Conférences (Linguistique du Français), Université
Marien Ngouabi (Congo)

PAMBOU Jean-Aimé, Maître de Conférences (Sociolinguistique-Didactique du français
langue étrangère et seconde- Grammaire nouvelle), Ecole Normale Supérieure du
Gabon (Gabon)

PARÉ/KABORÉ Afsata, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Université Norbert
Zongo à Koudougou (Burkina Faso)

RAFFIN Fabrice, Maître de Conférences (Sociologie/Anthropologie), Université de Picardie
Jules Verne (France)

VALLEAN Tindaogo, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Ecole Normale
Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

Sommaire

La formation professionnelle initiale des enseignants : analyse de la satisfaction des stagiaires de l'ENS Cyprienne Félicité OUEND-LAMITA/SAGNON et Amadou TAMBOURA.....	1
Entre aspirations et injonctions dans le champ social et médico-social en France : enjeu social, éducatif, pédagogique et de professionnalisation après la loi 2002-02 du 02 janvier 2002 Robert Messanh AMAVI	10
Factors affecting the effectiveness of novice EFL teachers' transition in Niger Hamissou OUSSEINI.....	24
Danse Hip Hop et Mieux-être de jeunes en contexte éducatif de vulnérabilité Sabine THOREL-HALLEZ	37
La problématique des méthodes actives sur la fonction enseignante Seydou SOUMANA et Moustapha MOUSSA.....	48
L'usage de la communication non verbale dans le processus d'enseignement /apprentissage à l'école primaire Joseph Dougoudia LOMPO et Boukaré SAWADOGO.....	60
Matières enseignées, expériences d'enseignement et gestion de la violence des élèves par les enseignants : cas du Lycée Moderne Belleville Bouaké Moustapha SYLLA,	71
Abord psychodynamique et psychopathologique du trouble énurétique secondaire chez les enfants Joël-Christopher BOLOMBO BAENDE, Sunga Sunga BECKER et Florentin AZIA DIMBU.....	80
La violence genrée entre élèves à l'école élémentaire : un malaise scolaire et une entrave au droit des filles et des garçons à l'instruction formelle en côte d'ivoire Armél Kouamé KOUADIO, Martine GOUDENON épouse BLEY et Rodolphe Kouakou MENZAN.....	93
Stratégie d'implantation d'un service de pédagogie universitaire dans une université africaine : cas de l'université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire) Kobena Séverin GBOKO, Nomansou Serge BAH et Moussa KONE.....	106
Difficultés liées aux mathématiques dans l'apprentissage aux métiers du bâtiment au sein du lycée professionnel industriel de Gagnoa (Côte d'Ivoire) Gbomené Hervé ZOKOU, Sinaly TRAORÉ et Sonzaï Bertrand TIËOU.....	117
Les revers de l'évolution technologique en éducation : autopsie du déclin de l'émission radiophonique « la voix de l'enseignement » au Niger Mohamed Moctar ABDOURAHAMANE.....	127
Réforme pédagogique en République du Congo : de l'approche par objectifs à l'approche par compétences, quelle place donnée à la redynamisation des pratiques enseignantes ? Margarita LOPEZ MENDEZ	139

Entrer en formation au métier d'enseignant à l'Ecole Normale Supérieure : contexte et logiques de décision au Burkina Faso	
Mangawindin Guy Romuald OUEDRAOGO	152
Critique sur la prise en charge des TICS dans la supervision de stage professionnel en enseignement	
Armel NGUIMBI	164
Analyse du dispositif pédagogique du soutien scolaire privé	
Adama KÉRÉ	176
Sexe et perception de la relation enseignante des élèves de la 6e année de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite	
Soumaïla COULIBALY, Moctar SIDIBÉ et Jacques Mawé DAKOUO.....	186
L'enseignement de la linguistique et de la grammaire française : analyse de quelques opinions des futurs enseignants de français de l'École normale supérieure (ENS) de l'université Marien Ngouabi (République du Congo)	
Solange NKOULA-MOULONGO	194
Rentabilités des études et choix de formation professionnelle chez les élèves et leurs parents : cas de deux écoles professionnelles de la région de la Boucle du Mouhoun (Burkina Faso)	
Marcel ZERBO	202
Pratiques professionnelles des moniteurs d'auto-écoles et satisfaction des candidats au permis de conduire au Burkina Faso	
Simon Pierre TIBIRI.....	212
Les épreuves de géographie au Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC) au Burkina Faso : la question de la qualité au cœur d'une réflexion didactique	
Éric Waliéma SOMÉ et Janvier ZOUGMORE	222
Analyse de l'appui de la coopération Suisse à l'éducation non formelle au Burkina Faso	
P. Marie Bernadin OUEDRAOGO.....	233
La construction du langage en CP à Libreville : vers le modèle d'échanges autour d'artefacts	
Olga Thérésia NZEMO BIYOGHE	244

Analyse de l'appui de la coopération Suisse à l'éducation non formelle au Burkina Faso

P. Marie Bernadin OUEDRAOGO, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso)

E-mail: ouepen@gmail.com

Résumé

Cet article a pour objectif d'examiner les différents appuis de la Coopération Suisse depuis ces dix dernières années. Il s'agit aussi d'analyser les forces et les faiblesses de ces appuis et d'identifier l'impact de ces appuis sur les bénéficiaires que sont les apprenants, les opérateurs et le système éducatif burkinabè. L'approche qualitative est utilisée dans cette étude pour mener des investigations à travers des entretiens individuels avec des autorités administratives, des responsables de structures de mise en œuvre des alternatives, des membres du Bureau de la Coopération Suisse (BUCO). Des focus groups sont aussi organisés avec des acteurs diversifiés (bénéficiaires directs), en tenant compte du genre. Ces entretiens ont été complétés par une recherche documentaire. Il ressort de cette investigation que de façon unanime, les répondants apprécient très positivement les efforts de la Coopération Suisse en faveur du développement socio-économique du Burkina Faso, malgré des difficultés de toutes natures. Les appuis institutionnels et financiers constants et consistants aux FONAENF ont permis des centaines de milliers d'apprenants (adultes et jeunes) à s'alphabétiser et à apprendre des métiers. Les apprenants ont vu leurs vies changées positivement. Au niveau institutionnel, la Coopération Suisse a contribué à installer un dialogue politique sérieux, sincère, inclusif et productif dans le secteur de l'éducation. Toutefois, la Coopération Suisse doit revoir certains principes comme l'arrêt de financement direct des OSC ainsi que le non remboursement des préfinancements. Cela pose le problème de pérennisation des acquis dus aux soutiens extérieurs.

Mots-clés : Education non formelle, Coopération Suisse, Burkina Faso.

Abstract

This article aims to examine the various supports provided by Swiss Cooperation over the last ten years. It is also a question of analyzing the strengths and weaknesses of this support and identifying the impact of this support on the beneficiaries who are the learners, the operators and the Burkinabè education system. The qualitative approach is used in this study to carry out investigations through individual interviews with administrative authorities, managers of structures for implementing alternatives, and members of the Swiss Cooperation Office (BUCO). Focus groups are also organized with diverse stakeholders (direct beneficiaries), taking gender into account. These interviews were supplemented by documentary research. It emerges from this investigation that unanimously, respondents very positively appreciate the efforts of Swiss Cooperation in favor of the socio-economic development of Burkina Faso, despite difficulties of all kinds. The constant and consistent institutional and financial support for FONAENF has enabled hundreds of thousands of learners (adults and young people) to become literate and learn trades. Learners have seen their lives positively changed. At the institutional level, Swiss Cooperation has contributed to establishing a serious, sincere, inclusive and productive political dialogue in the education sector. However, Swiss Cooperation must review certain principles such as the cessation of direct financing of CSOs as well as the non-reimbursement of pre-financing. This raises the problem of perpetuating the achievements due to external support.

Keywords: Non-formal education, Swiss cooperation, Burkina Faso

Introduction

Le Burkina Faso, tout comme la plupart des pays du monde, s'est engagé à atteindre l'Éducation Pour Tous (EPT) à l'horizon fixé. À cet effet, plusieurs efforts sont déployés pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques éducatives soutenables. C'est ainsi que l'éducation a occupé une place importante dans les politiques de développement depuis 2000. Toutefois, une chose est d'accorder une place à l'éducation dans les politiques de développement, une autre est d'assurer son financement. Ainsi, que selon la Déclaration de Jomtien, les États doivent accorder au moins 6% de leur PIB et/ou au moins 20% de leurs budgets nationaux à l'éducation afin de pouvoir parvenir à une éducation de qualité pour tous.

Aussi pour remédier aux inégalités, ces budgets alloués à l'éducation doivent être utilisés efficacement et de manière équitable. Selon le rapport diagnostic de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire (2020), la répartition du budget de l'éducation du Burkina Faso selon le type d'enseignement indique que 63% du budget est consacré à l'enseignement primaire. L'enseignement post-primaire général vient en deuxième position avec 18% suivi de l'enseignement secondaire général. L'éducation préscolaire et l'éducation non formelle quant à elles ne représentent chacune que 1% du budget de la période 2016-2020.

Ce niveau de financement pourrait révéler une insuffisante attention accordée à ce type d'éducation ou une insuffisance de ressources pour assurer l'équité. Bien que certains défendent l'éducation non formelle comme un tremplin pour l'expression d'une éducation de qualité (A. Tapsoba, 2017), le milieu formel n'aperçoit pas les apports de cette éducation. L'absence de données statistiques pendant longtemps dans les annuaires statistiques du ministère en charge de l'éducation ne favorise pas une réelle appréciation de l'éducation formelle.

C'est dans ce contexte qu'un des partenaires techniques et financiers a choisi de s'investir dans l'éducation non formelle. En effet la Coopération Suisse intervient dans le secteur de l'éducation au Burkina Faso depuis la fin des années 1980, soit plus de 40 ans avec un programme initialement focalisé sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle, appelé « Programme Alpha » et qui s'est ensuite étendu aux autres sous-secteurs de l'éducation. Bien que participant aux fonds CAST, la Coopération Suisse est restée le seul partenaire agissant dans la durabilité qui finance aussi le FONAEF.

Ainsi, l'on se pose la question suivante : pourquoi ce partenaire choisit d'investir là où les autres n'y vont pas ? La Coopération Suisse pense-t-elle aussi que l'éducation non formelle est un tremplin pour une éducation de qualité ? Cette étude a pour objectifs d'identifier les différents appuis de la Coopération Suisse, d'analyser les forces et les faiblesses de ces appuis ainsi que leur impact sur les bénéficiaires.

1. Méthodologie

L'analyse de l'appui de la coopération Suisse s'est faite à travers une approche qualitative. Cela a consisté à une collecte et une exploitation documentaire complétées par des entretiens individuels avec des autorités administratives, des responsables de structures, des membres du bureau de la Coopération Suisse (BUCO) et des focus groups avec des acteurs diversifiés tout en tenant compte du genre (Femmes / Hommes).

Ces entretiens se sont déroulés aussi bien à Ouagadougou que dans différentes localités du pays comme à Saponé et à Kombissiri, dans la province du Bazèga, région du Centre – Sud ; à Fada N'Gourma dans la province du Gourma, Région de l'Est ; à Korsiromo dans la province du Sanmatenga, Région du centre-Nord ; à Sabou dans la province du Boulkiemde et Réo, dans la province du Sanguié, Région du Centre-Ouest.

Le public visé dans ces localités est composé d'opérateurs intervenant dans la mise en œuvre de l'éducation non formelle et des bénéficiaires. Il s'agit de Tin Tua, de l'Association de Solidarité Internationale pour le Bazèga (ASIBA), d'Enfant du Monde (EDM), des Fonds pour l'Alphabétisation et l'éducation non formelle (FONAENF), de l'Association pour la promotion

de l'Education non formelle (APENF), de Andal et Pinal, de Solidar Suisse, de la Fondation pour le développement communautaire (FDC).

La recherche documentaire a concerné la compulsions des différents rapports au niveau de la Direction de l'administration et des finances du ministère en charge de l'éducation et au niveau de la Coopération Suisse. Les données ont été traitées grâce à l'analyse du contenu.

2. Résultats/analyse

2.1. Appui institutionnel de la Coopération Suisse

La Coopération Suisse a appuyé sur une longue période plusieurs Organisations des Sociétés Civiles (OSC). Au nombre de celles-ci, citons Tin Tua à Fada, la FDC à Saponé, ASIBA à Kombissiri, Andal et Pinal à Korsimoro, l'APENF à Ouagadougou, TRADE à Bobo Dioulasso, Africa's Sustainable Development Council (ASUDEC) à Diébougou. L'accompagnement de la Coopération Suisse a permis à ces OSC de construire et de renforcer progressivement leurs capacités organisationnelles et institutionnelles ainsi que leurs capacités à participer au dialogue politique avec les structures de l'État. Cela est rendu possible grâce à des séances de renforcement des capacités organisationnelles à leur intention, au développement de matériel didactique et à l'encadrement des contrôleurs assurés par la Coopération Suisse.

En outre, elle a travaillé en partenariat avec des Organisation Non Gouvernementale (ONG) Suisses représentées au Burkina Faso, telles que « Enfant du Monde (EdM) » et « Solidar Suisse » sur des innovations. Grâce à cet accompagnement de la Coopération Suisse, les ONG et Associations partenaires font davantage l'objet de concertation. Elles participent de plus en plus aux rencontres du cadre partenarial du secteur de l'éducation tant au niveau central qu'au niveau déconcentré ou décentralisé.

Le dialogue politique entre les services de l'État, les collectivités territoriales et les communautés de base, est renforcé grâce à la place et à l'importance accordées aux OSC dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives et de formation.

2.2. Appui financier de la Coopération Suisse

De façon générale, l'appui financier de la Coopération Suisse au secteur de l'éducation de base au Burkina Faso sur ces 10 dernières années (2010-2020) a porté sur quatre les (4) phases du Projet d'Appui à l'Education (PAEB) et autres financements spécifiques (UNICEF et ESU).

Pour ce qui concerne l'éducation non formelle, le financement des deux premières phases (1 et 2) a été fait surtout sous forme de financement direct et/ou en cofinancement avec Enfant du Monde (EdM) aux ONG et Associations partenaires, telles que : Tin Tua, FDC, Andal et Pinal, ASIBA, ASUDEC et APENF en vue d'expérimenter et de promouvoir les formules alternatives d'éducation et d'innovation pédagogique à partir de la Pédagogie du Texte (PdT) pour la formation des adolescents de 9 à 15 ans.

Les phases 3 et 4 du PAEB ont été financées essentiellement sous forme d'appui budgétaire ciblé à travers le FONAEF pour l'éducation non formelle.

2.2.1. Financement des phases 1 et 2

Comme indiqué précédemment, le financement des phases 1 et 2 du PAEB par la Coopération Suisse a été un financement direct. Le tableau ci-dessous présente les structures bénéficiaires, le montant du financement ainsi que la période.

Tableau 1 : Situation du financement des phases 1 et 2 du PAEB et des structures bénéficiaires

Désignation	Structures bénéficiaires	Montant du financement	Période / durée
Phase 1 du PAEB	* Directions centrales du MENAPLN, Ouagadougou * Fonds pour l'Alphabétisation et l'éducation non formelle (FONAENF), Ouagadougou * Œuvre Suisse d'Entraide ouvrière (OSEO), Ouagadougou * Association pour la promotion de l'Education non formelle (APENF), Ouagadougou * Association des Editeurs et publicateurs de Journaux en Langues Nationales, Ouagadougou * Association Tin Tua, Fada N'Gourma	<u>4 630 000 CHF</u> NB : à la date du 15/06/2021, 1CHF = 602,52 F CFA	01/12/2006 au 31/12/2008
Phase 2 du PAEB	* Fonds pour l'Alphabétisation et l'éducation non formelle (FONAENF), Ouagadougou * Œuvre Suisse d'Entraide ouvrière (OSEO), Ouagadougou * Association pour la promotion de l'Education non formelle (APENF), Ouagadougou * Association Tin Tua, Fada N'Gourma * Training for development (TRADE), Bobo Dioulasso * Fondation pour le développement communautaire (FDC), Ouagadougou * Association de Solidarité Internationale pour le Bazèga (ASIBA), Kombissiri * Andal et Pinal, Korsimoro / Sanmatenga * Africa's Substrainable Development Council (ASUDEC), Ouagadougou	<u>4 950 000 CHF</u> NB : à la date du 15/06/2021, 1CHF = 602,52 F CFA	01/05/2009 au 31/12/2012

Source: Rapport de capitalisation des Appuis de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) Suisse 2017.

Au regard des éléments du tableau, la Coopération suisse a mobilisé pour les deux premières phases du PAEB un montant de 5 772 141 600 FCFA comme appui direct ou en cofinancement avec d'autres partenaires, soit 2 789 667 600 FCFA pour la phase I du PAEB et 2 982 474 000 FCFA pour la phase II du PAEB.

En se référant aux différents rapports de suivi financier, les taux d'exécution budgétaire sont satisfaisants (plus de 90%). Les financements des deux phases (1et 2) du PAEB ont permis de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des opérateurs/trices en Alphabétisation et Éducation Non Formelle (AENF). Cela leur a permis d'expérimenter, de stabiliser et de promouvoir des formules novatrices telles que :

- la méthode *Reflect* qui est une approche participative et active, utilisée pour trouver des solutions endogènes aux problèmes vécus par les populations ou les communautés à la base. Elle concerne surtout les adultes et a été expérimentée et diffusée par plusieurs opérateurs/trices ou Associations actives dans l'éducation non formelle, notamment FDC, ASSIBA, Tin Tua, Association Delwéndé pour le développement communautaire (ADC), CE DWANE NYEE (CDN) et autres organisations de la société civile avec l'accompagnement technique et financier de la Coopération Suisse et de l'EdM. L'APENF a apporté son expertise pour promouvoir cette approche ;
- l'Approche d'Enseignement – apprentissage du Français à l'Adulte et à l'adolescent (AEFA), développée par l'APENF avec le soutien financier de la Coopération Suisse ; c'est une approche pédagogique qui permet d'apprendre une seconde langue facilement, voire rapidement à partir des acquis d'une première langue bien maîtrisée. Les alphabétisés en Langue Nationale utilisent cette méthode pour apprendre le français ;

- la Pédagogie du texte (PdT) qui est une méthode d'enseignement à partir d'un texte, destinée aux élèves et aux apprenants adolescents. Les opérateurs/trices qui l'ont expérimentée et stabilisée sont : la FDC, ASSIBA, Andal et Pinal, ASUDEEC avec l'accompagnement technique et financier de la Coopération Suisse et de l'EDM à travers un financement et un projet conjoint. À partir de cette approche pédagogique innovante, des alternatives éducatives ont été créées et développées par les mêmes opérateurs/trices. Il s'agit des Écoles Communautaires (ECom) promues par la FDC dans la province du Bazèga / Région du Centre – Sud ; des Ecoles du berger et de la bergère (EdB) développées par Andal et Pinal dans la province du Sanmatenga / Région du Centre – Nord ; des foyers d'éducation et d'innovations pédagogiques pour adolescents (FEIPA) promues par ASSIBA dans la province du Bazèga / Région du Centre – Sud ; les écoles authentiques (EA) développées par ASUDEEC dans la province de la Bougouriba / Région du Sud – Ouest ;
- les centres *Banan Nuara*, développé par l'Association Tin Tua dans les provinces de la Région de l'Est qui est une formule alternative, appelée (CBN 1 et 2) et ressemble aux CEBNF, formule pour les jeunes, développée par l'Etat avec le soutien de l'UNICEF. Les apprentissages se font en utilisant surtout la langue nationale. Les CBN sont des écoles bilingues et exploitent le système des passerelles ;
- les Centres de formation multi domaines (CMD) expérimentés par l'Association TRADE dans la Comoé / Région des Cascades et au Séno / Région du Sahel ;
- l'Alphabétisation Formation Intensive des jeunes de 9 à 15 ans pour le Développement (AFI -D), une alternative éducative, promue et soutenue par l'ONG Solidar Suisse.

Certaines de ces alternatives existaient avant le financement du BUCO qui a beaucoup aidé à leur consolidation.

Le public cible de toutes ces innovations est constitué d'enfants de 9 à 15 ans (filles et garçons). Elles ont permis d'accueillir, d'alphabétiser et de former aux métiers des milliers de jeunes, surtout en milieu rural et de faciliter leur insertion socioprofessionnelle et atténuer un tant soit peu l'exode rural. La plupart de toutes ces formules alternatives ont bénéficié de l'accompagnement technique et financier de la Coopération Suisse et de EdM. Elles viennent d'être reconnues officiellement par le MENAPLN par Arrêté n° 2021 – 025 /MENAPLN/SG/DGREIP du 26 février 2021, permettant ainsi leur mise à l'échelle sur l'ensemble du territoire.

Ces innovations éducatives et pédagogiques apportent à tout point de vue une valeur ajoutée à la pertinence et à la qualité de l'éducation de base au Burkina Faso. Elles ont démontré leur efficacité pour améliorer les pratiques pédagogiques et le système enseignement / apprentissage. Elles sont suffisamment documentées et stabilisées. Ces innovations sont pragmatiques, adaptables et utilisables dans plusieurs situations contextuelles différentes.

2.2.2. Le financement du FONAENF

Le Fonds pour l'Alphabétisation et l'Éducation non formelle (FONAENF) a été créé en 2003 sous le statut du droit privé. C'est une structure associative dont les membres sont de quatre catégories : l'Etat, les PTF, les opérateurs/trices (Associations et ONG) en AENF et le secteur privé. Le FONAENF est l'instrument d'opérationnalisation de la stratégie du « faire – faire ». Il a vu le jour grâce au dialogue politique entre l'État, les OSC, les PTF et les bénéficiaires de l'AENF, sous le leadership éclairé et engagé de la Coopération Suisse. Le tableau suivant fait le point de la situation du financement du FONAENF depuis sa création.

Tableau 2 : Etat consolidé des fonds reçus depuis la création du FONAENF
(mars 2003 à décembre 2020)

Sources de financement	Cumul des recettes de 2003 à 2011	Année 2012	Année 2013	Année 2014	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2020	TOTAUX	%
Etat Burkinabè (budget général)	4 565 000 000	2 650 000 000	2 950 000 000	2 650 000 000	1 068 750 000	1 068 750 000	2 001 401 000	2 000 000 000	2 000 000 000	1 500 000 000	22 453 901 000	25,49%
Projet éducation (Canada et Pays-Bas)	1 835 844 162										1 835 844 162	2,08%
Ambassade des Pays Bas	11 544 844 092	777 249 000	777 249 000								13 099 342 092	14,87%
Coopération Suédoise	5 714 298 553										5 714 298 553	6,49%
Ambassade Royale du Danemark	2 726 922 439	438 596 491	263 157 895	263 157 895			-28 217 816				3 663 616 904	4,16%
Coopération Suisse	4 142 000 000	880 000 000	574 000 000	1 300 000 000	550 000 000	100 000 000		719 973 192	558 968 042	0	8 824 941 234	10,02%
PTR HIMO								99 619 000	0		99 619 000	0,11%
PADEJ / MR										10 625 000	10 625 000	0,01%
Coopération Française (PAEN)	29 538 935										29 538 935	0,03%
PENF (Canada)	96 742 349										96 742 349	0,11%
Projet Education / BAD	1 537 903 661										1 537 903 661	1,75%
Coopération Luxembourg	393 559 200	131 186 400	131 180 249								655 925 849	0,74%
Etat Burkinabè (budget CAST)	13 501 881 000	2 200 000 000	2 101 092 000	2 576 000 000	2 950 000 000	1 000 000 000	750 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	28 078 973 000	31,88%
ADEA	1 514 326										1 514 326	0,00%
FTI	1 400 000 000										1 400 000 000	1,59%
Secteur privé (ONATEL, LONAB, TOTAL, SODEPAL, HAGE, Ministère de la défense et Chambre de Commerce)	18 920 452		3 000 000	3 000 000	23 247 050	23 247 050		23 247 050	23 247 050	0	117 908 652	0,13%
Intérêts produits par les DAT	230 557 054	117 905 757	25 957 834								374 420 645	0,43%
Reversements des reliquats par les opérateurs	35 700 447	455 725	732 888	2 720 900	7 794 941	671 409	3 044 090	1 677 500	6 263 644	8 891 503	67 953 047	0,08%
Vente de dossiers d'appel d'offres	3 010 000	2 050 000	630 000	200 000	950 000	520 000	3 240 000	1 390 000	5 660 000	150 000	17 800 000	0,02%
TOTAUX	47 778 236 670	7 197 443 373	6 826 999 866	6 795 078 795	4 600 741 991	2 193 188 459	2 729 467 274	3 845 906 742	3 594 138 736	2 519 666 503	88 080 868 409	100,00%

Source : DAF du FONAENF à partir des rapports financiers.

Le tableau ci-dessus révèle que depuis sa création en 2003, le FONAENF a bénéficié de plusieurs sources de financement. Le cumul des contributions reçues au cours de ces 18 années, est estimé à plus de 88 milliards de F CFA. La Coopération Suisse a contribué à plus de 8 milliards 800 millions de FCFA sur cette même période. Les sources de financement du FONAENF qui sont restées constantes durant les 18 ans sont : le budget de l'Etat, le CAST, la Coopération Suisse et le secteur privé. En plus de sa contribution directe au FONAENF, la Coopération Suisse intervient aussi au niveau du CAST.

2.3. Les atouts ou les forces des appuis de la coopération suisse

Les différents entretiens réalisés avec les acteurs de l'ENF ont permis d'identifier les forces et les atouts suivants :

- le plus souvent la Coopération Suisse s'engage sur le long terme (10 ans ou plus), d'où la sérénité et la sécurité avec les partenaires étatiques et non-étatiques et elle est fidèle à ses engagements ;
- la Coopération Suisse est toujours ouverte au dialogue avec ses partenaires en vue d'adapter son intervention aux besoins réels des bénéficiaires. Il y a ainsi de la flexibilité au niveau de son financement ;
- la présence de la Coopération Suisse sur le terrain est un atout qui lui permet d'avoir une bonne connaissance du terrain, ce qui permet de nourrir le dialogue politique et justifie du fait que la voix de la Suisse soit ainsi écoutée ;
- l'appui de la Coopération Suisse répond aux besoins de l'éducation non formelle avec la possibilité d'adapter les objectifs aux besoins de la population cible d'où l'adhésion des bénéficiaires et la pérennité des acquis ;
- la Coopération Suisse bénéficie d'une bonne image et d'une bonne appréciation auprès des ONG et Associations partenaires. Cela renforce sa crédibilité et sa visibilité auprès de ses partenaires sur le terrain ;
- la Coopération Suisse dispose d'un bon système de redevabilité dont le principe de base est « l'Efficacité de l'aide au développement », recommandée dans la déclaration de Paris qui préconise l'alignement et l'harmonisation des procédures des partenaires au développement avec celles des pays et/ou des structures bénéficiaires. (Ex. : Dans le cadre des contributions, la Suisse n'exige pas un rapport financier de son appui uniquement mais un rapport global qui fait ressortir l'apport de toutes les contributions à la mise en œuvre des programmes et il en est de même pour les audits) ;
- la Coopération Suisse a des facilités de décaissement si les conditions exigées sont remplies ;

- l'on constate une présence continue et durable (40 ans, voire plus) de la Coopération Suisse dans le secteur de l'éducation, surtout dans le non formel ; c'est une contribution très appréciable au développement du capital humain ;
- la Coopération Suisse agit en synergie avec d'autres partenaires en se basant sur le principe de la complémentarité pour développer les innovations éducatives et pédagogiques. À titre d'exemple, les projets conjoints avec Enfant du Monde qui ont permis de développer et de stabiliser les formules alternatives (ECom, CBN, EdB, FEIPA) ;
- dans le cadre du développement et du renforcement des capacités institutionnelles des Associations partenaires, des collectivités ou des services de l'État, la Coopération Suisse part toujours d'un diagnostic ou un audit organisationnel, assorti d'un plan stratégique. Cela permet de répondre aux vrais besoins et d'apporter des solutions durables.

2.4. Les faiblesses ou les points à améliorer de l'appui de la Coopération Suisse

Les différents interviewers ont identifié, pour plus d'efficacité de l'appui de la Coopération Suisse, des points à améliorer qui sont :

- l'arrêt brusque des financements directs des OSC par la Coopération Suisse à la fin de la phase finale de la programmation pluriannuelle fragilise les acquis et les effets des programmes et à terme pourrait annihiler l'impact de l'appui de la Coopération Suisse au niveau des populations bénéficiaires. Il est souhaitable d'avoir une phase transitoire entre la fin d'un programme et la préparation du nouveau programme ;
- le non-remboursement des préfinancements avant la signature des conventions de financement avec la coopération Suisse ;
- la baisse du niveau de financement direct aux ONG et Associations partenaires ou à travers le FONAENF et le CAST constitue une contrainte pour les opérateurs/trices en alphabétisation ;
- le retrait de la Coopération Suisse du financement direct des Associations et ONG a affaibli les capacités de ces structures pour l'ouverture des centres d'alphabétisation et de formation professionnelle. Cela a fait ainsi du FONAENF un fonds de substitution et non un fonds complémentaire. À terme, les indicateurs du non formel risquent de chuter ou d'évoluer à la baisse.

Il est posé ici, principalement, les problèmes de pérennisation des acquis dus aux soutiens extérieurs comme le notent P. Pluye, L. Potvin, J. L. Denis (2004). Cela dénote d'une certaine faiblesse dans les mécanismes d'appropriation des activités soutenues par des financements extérieurs. Et cela devra retenir l'attention lors de la formulation des projets.

2.5. Les impacts sur l'Education non formelle

Les différents appuis de la Coopération Suisse ont impacté le système éducatif du Burkina Faso et plus précisément son volet non formel. En effet, l'on note que le nombre d'apprenants adultes inscrits au titre du Budget État et du CAST est de 74 327 et les adolescents inscrits sont 3 958 apprenants au PRCJ, soit un total de 78 285 inscrits au cours de l'année 2020. Ces résultats sont acceptables, mais le pays doit redoubler d'efforts car selon les résultats d'une étude commanditée par l'UNICEF (2017), 51% des adolescents (9 – 15 ans) sont hors du système éducatif.

Par ailleurs, selon le rapport du PDSEB (2020), les documents d'alphabétisation et de formation reproduits et distribués, sont au nombre de 104 750. Ils sont au profit de 1 672 centres. Pour les 139 centres PRCJ, 9 367 livres ont été distribués. Le cumul des documents de la campagne ordinaire et du PRCJ est de 114 117 documents ; ceci permet d'atteindre un ratio d'un livre de lecture et un livre de calcul pour un apprenant.

En termes d'impact sur le développement institutionnel des structures bénéficiaires, notamment les opérateurs/trices en AENF, l'on peut noter, à titre d'exemple, la prise en charge des coûts de gestion des structures ; le renforcement de capacités du personnel des structures ; l'acquisition de matériel (roulant, informatique, logiciel, mobilier...) ; la prise en compte des méthodes actives dans les formations ; l'émergence de certaines catégories de personnels tels

les RAENF. Grâce à la coopération suisse, le Burkina exporte son expertise en AENF vers les pays voisins (Togo, Bénin, Niger, Mali). Au plan collectif, les communautés prennent en charge l'éducation de leurs enfants, certaines se dotent même d'écoles formelles avant l'intervention de l'État.

Au niveau des bénéficiaires, il ressort que l'appui de la Coopération Suisse leur a permis de se développer au niveau des communes comme l'indique les différents témoignages ci-dessous. Toutefois le retrait de la Coopération Suisse du financement direct des Associations a affaibli l'offre d'alphabétisation et de formation. Les populations bénéficiaires se sentent délaissées par le système non formel, tout comme le formel.

Lors des enquêtes de terrain, nous avons recueilli le témoignage ou le récit de vie de certains anciens apprenants qui donnent leurs appréciations sur les résultats de l'appui de la coopération Suisse. Nous avons choisi de présenter différemment ces opinions selon le genre.

Encadré 1 : Focus group / Filles ou femmes

- La formation a un impact positif sur nous parce que nous menons des activités agricoles et de maraîche – cultures et nous avons de meilleurs résultats que les autres ;
- Je fais l'élevage et j'ai une meilleure connaissance des maladies des animaux ainsi que leur remède ;
- Après 3 années au centre, on m'a acceptée au CM2 à l'école primaire où j'ai fait le CEP en 2013-2014 ; je suis en terminale A, cette année en 2021.
- Je peux suivre mes enfants à l'école.
- Je comprends mieux les choses et j'aide les autres et mes parents dans la comptabilité du commerce ;
- Sur 20 filles, 3 filles sont en classe de terminale, certaines ont eu des concours de la fonction publique ;
- dans nos villages, il n'y avait pas d'école primaire, les centres d'éducation et de formation nous ont donné une chance de rattrapage ; nous savons lire, écrire et calculer en langue nationale et en français ;
- La formation permet de prendre en charge les questions de la santé sexuelle mais aussi de s'informer par rapport aux services de l'État (Police, santé, douane, etc.).
- Grâce au centre je suis enseignante au primaire, j'ai créé ma coopérative de transformatrices de produits locaux
- certains bénéficiaires ont réussi jusqu'à l'université et d'autres ont créé des entreprises qui emploient du personnel
- Grâce à la scolarisation et à la formation au centre, j'ai eu un emploi de secrétaire dans une ONG de la place ; j'ai pu aider mes deux frères qui sont passés par le même centre et qui sont fonctionnaires aujourd'hui ;
- L'exemple que donnent les femmes formées, a permis de revoir la position de la femme dans la société ; elle n'est plus celle qui attend tout de son mari mais celle qui peut aussi se battre et subvenir aux besoins de la famille et qui a alors son mot à dire ;
- Des membres de l'association sont sollicitées pour apporter des conseils sur des thèmes de santé, de reproduction, d'hygiène, d'assainissement ;
- Devenue vaccinatrice villageoise de volaille, une d'entre elles dit participer maintenant aux journées du paysan ;
- Une ex-animatrice est actuellement 1^{ère} adjointe au maire ;
- Certaines animatrices sont devenues mobilisatrices, animatrices de OCADES pour la mise en place de CECI (un système d'épargne),
- Certaines ont été recrutées à l'action sociale comme aides et personnes de confiance pour les personnes âgées ou malades ;
- En plus des connaissances, nous avons constaté un changement positif dans les regards des gens par notre manière d'appréhender les choses de la vie courante.

Encadré 2 : Focus group / Garçons ou hommes

- Je sais lire, écrire et calculer en LN ;
- J'ai appris des connaissances techniques en élevage ;
- Nous avons continué les études (collège, lycée) ;
- Je fais la mécanique moto, la différence avec les autres se trouve au niveau de l'accueil et de la qualité de la réparation ;
- En plus de savoir lire et écrire, je suis aujourd'hui un spécialiste de l'environnement, intégré dans la Fonction publique ;
- Grâce à la formation dans les centres, je suis le correspondant de la presse écrite en LN, j'ai eu le premier prix galiant, je suis conseiller municipal de ma commune.
- Les sortants des CBN tiennent la tête de leur classe au collège et/ou au lycée ;
- L'apprentissage en langue nationale aide à mieux comprendre les mathématiques. Ainsi la langue nationale est un déterminant de la qualité des apprentissages ;
- Grâce au centre je suis correspondant de presse, je fais la maintenance en informatique, l'énergie solaire ; je fais des formations (formateur) en énergie solaire en Europe ; je suis une personne ressource en énergie solaire (consultant) ; le ministère de l'énergie et celui de la jeunesse me sollicitent pour des activités de formation ou de conception de documents ; ma vie a changé vraiment ;
- Il y a une bonne insertion sociale (tous les sortants des Foyers sont installés à leur compte, se sont mariés et se sont construits des maisons) ;
- Les problèmes d'exode et d'emploi sont tant soit peu résolus.

Ces différents témoignages révèlent l'importance de l'Éducation non formelle. Les différents appuis ont donné une chance à plusieurs citoyens de construire leur avenir et de participer à la vie économique du pays. Cela confirme les résultats de J. Hartog, P. Pereira et J. Vieira (2001) sur le capital humain et les capacités des individus. Ces auteurs partent d'un cadre conceptuel simple allant des capacités individuelles initiales aux compétences produites à l'école à l'utilisation de ces compétences sur le marché du travail.

Plusieurs apprenants des centres de formations se sont installés à leurs propres comptes et emploient mêmes d'autres personnes. Ils ont réinvesti les acquis de la formation dans la société, dans le monde économique. Ces résultats ne sauraient être atteints si les différents opérateurs n'avaient pas développé des formules et innovations adaptées, s'inscrivant ainsi dans la théorie du capital humain du modèle J. H. Bishop et L. Woessmann (2004).

Ce modèle décrit les effets caractéristiques institutionnelles du système éducatif sur la scolarisation moyenne au travers d'un simple modèle de production éducative. En d'autres termes, il existe une complémentarité entre l'effort des apprenants et l'apport de ressources dans la production éducative et que certaines caractéristiques institutionnelles améliorent la productivité de l'utilisation des ressources.

Il ressort des différents témoignages la détermination de certains apprenants à poursuivre leurs formations malgré les moyens limités de certains centres de formation. C'est ainsi que certains sont devenus aujourd'hui des fonctionnaires de l'État, des étudiants du supérieur ou exerçant dans le privé.

Conclusion

Cette étude a permis d'appréhender la pertinence, le volume, le poids et le caractère durable des interventions de la Coopération Suisse au Burkina Faso. Le plus grand atout de cette Coopération réside dans sa présence permanente (40 ans) et de manière continue dans le secteur de l'éducation de base et surtout au niveau de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle (AENF). Les bénéficiaires (Gouvernement, services étatiques, collectivités territoriales, populations à la base) sont unanimes à reconnaître et à bien apprécier les efforts de la Coopération Suisse en faveur du développement socio – économique du Burkina Faso, malgré des difficultés çà et là.

Durant ces dix dernières années (2010-2020), le bilan de l'appui de la Coopération Suisse est largement positif : les apports financiers constants et consistants aux deux fonds (FONAENF et CAST) ; des centaines de milliers d'apprenants (adultes et jeunes) déclarés alphabétisés et formés à des métiers ; des vies transformées positivement ; la contribution à installer un dialogue politique sérieux, sincère, inclusif et productif dans le secteur de l'éducation.

Ces différents résultats devraient attirer d'autres partenaires pour justifier l'apport de l'éducation non formelle à l'accès et à la qualité de l'éducation.

Bibliographie

- PLUYE Pierre, POTVIN Louise, DENIS Jean Louis, 2004, *Making Public Health Programs Last : Conceptualizing Sustainability*, Evaluation and Program Planning, vol. 27, n° 2, p. 121-133.
- HARTOG Joop, PEREIRA Pedro, & VIEIRA Jose, 2001, Changing returns to education in Portugal during the 1980s and early 1990s: OLS and quantile regression estimators. *Applied Economics*, 33(8), 1021-1037.
- BISHOP John, & WÖßMANN Ludger, 2004, Institutional effects in a simple model of educational production, *Education Economics*, 12(1), 17-38.
- TAPSOBA Ambroise, 2017, *Education non formelle et qualité de l'éducation : le cas des formules éducatives non formelles pour adolescents au Burkina Faso*. Education. Normandie Université, 2017. Français, NNT : 2017NORMR122.
- Programme de Coopération suisse au Burkina Faso 2021–2025.DDC, 2021.
- Programme de renforcement des capacités des jeunes de 14 à 18 ans déscolarisés et sortants des structures d'éducation non formelle BURKINA FASO. FONAENF, Mars 2018.
- Projet conjoint d'appui à l'éducation et à la formation des adolescent-e-s de 9-15 ans, BUCO, Avril 2009
- Projet conjoint d'appui a une éducation de base de qualité par la PDT/APC des 09-15 ans et à leur promotion socio-économique. EDM, Avril 2017.
- Projet interinstitutionnel d'appui à l'accroissement de l'accès à une éducation de base de qualité par la PDT et à l'insertion socioéconomique. FDC/BF, Février 2013
- Propositions d'alternatives de pérennisation des acquis du programme alphabétisation/formation de la coopération Suisse au Burkina Faso. MENA, Décembre 2007.
- Rapport de capitalisation des Appuis de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) Suisse au secteur de la Formation Professionnelle au Burkina Faso sur la période 2012-2016. CIRD-ICF/M&E, Septembre 2017.
- Rapport du programme de Coopération suisse au Burkina Faso 2021-2025 En bref. BUCO, 2021.
- Rapport d'audit institutionnel et organisationnel du FONAENF, mai 2019.
- Rapport annuel d'avancement du Programme d'appui au passage à plus grande échelle des formules d'éducation de base de qualité Burkina Faso Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020. FDC/BF, Janvier 2021
- Rapport annuel de Suivi Financier du Programme de Développement Stratégique de l'Education de Base (PDSEB) Exercice 2020. MENAPLN, Mars 2021
- Rapport d'audit global des comptes de la FDC/BF pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2013. FDC/BF, Juin 2014.
- Rapport d'audit global des états financiers de la FDC/BF. Juin 2020
- Rapport, « Mandat de bilan/prospective de l'appui Suisse à la formation professionnelle au Burkina Faso pour la période de novembre 2010 à décembre 2020 », Projet : 7F-04514.04, mars 2021.

Rapport explicatif sur la coopération internationale 2021-2024. DDC, Mai 2019.

Rapport financier du projet conjoint 2009-2011. EDM, Mars 2011.

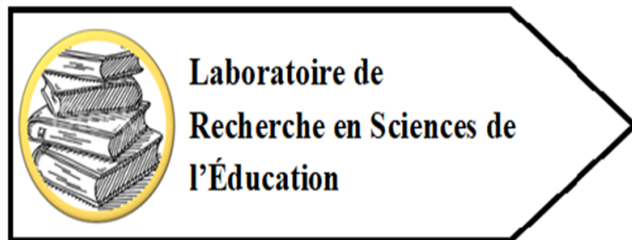
Rapport opérationnel annuel du Programme de renforcement des capacités des jeunes de 14 à 18 ans déscolarisés de niveau CM et sortants des structures d'ENF (PRCJ) BURKINA FASO Janvier – Décembre 2020. FONAENF. Mars 2021.

Rapport statistique des données d'éducation en situation d'urgence au 28 mai 2021.

Stratégie de la DDC pour l'éducation : Éducation de base et développement de compétences professionnelles, DDC, 2021.

Stratégie nationale d'éducation en situation d'urgence (SN-ESU) 2019 – 2024, septembre 2020.

Stratégie nationale de scolarisation des élèves des zones à forts défis sécuritaires au Burkina Faso (SSEZDS) 2019-202. MENAPLN, Février 2019.



LAKISA, est une revue semestrielle à comité scientifique et à comité de lecture des sciences de l'éducation du Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED) de l'École Normale Supérieure de l'Université Marien Ngouabi (Congo). Elle a pour objectif de promouvoir la Recherche en Éducation à travers la diffusion des savoirs dans ce domaine. La revue publie des articles originaux dans le domaine des sciences de l'éducation (didactique des disciplines, sociologie de l'éducation, psychologie des apprentissages, histoire de l'éducation, ou encore philosophie de l'éducation...) en français et en anglais. Elle publie également, en exclusivité, les résultats des journées et colloques scientifiques.

Les auteurs qui soumettent des articles dans la revue *LAKISA* sont tenus de respecter les principes et normes éditoriales CAMES de présentation d'un article en Lettres et Sciences Humaines (NORCAMES/LSH) ainsi que la typographie propre à la revue.

L'ensemble des articles publiés dans la revue *LAKISA* sont en libre accès (accès gratuit immédiat aux articles, ces articles sont téléchargeables à toutes fins utiles et licite) sur le site internet de la revue. Cependant, les opinions défendues dans les articles n'engagent que leurs auteurs. Elles ne sauraient être imputées aux institutions auxquelles ils appartiennent ou qui ont financé leurs travaux. Les auteurs garantissent que leurs articles ne contiennent rien qui porte atteinte aux bonnes mœurs.

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)
École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)

ISSN: 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé

Éditeur : LARSCED

www.lakisa.larsced.cg
revue.lakisa@larsced.cg
revue.lakisa@umng.cg

BP : 237, Brazzaville-Congo